

Les relations internationales de l'après-guerre froide: une mutation globale

International Relations in the Post-Cold War Era, A Sweeping Change

Irnerio Seminatore

Volume 27, numéro 3, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703631ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703631ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Seminatore, I. (1996). Les relations internationales de l'après-guerre froide: une mutation globale. *Études internationales*, 27(3), 603–638.
<https://doi.org/10.7202/703631ar>

Résumé de l'article

The author analyzes the post-Cold War international arena thoroughly, be delineating one by one its different systemic, geopolitical, hegemonic, and strategic metamorphoses. The emergence of a fragmented transnational subsystem — the social component of the international System — has made this era fertile ground for third-wave conflicts, *i.e.* cultural conflicts or shocks between civilizations. The lack of any recognized leadership and the collective exercise of the system's governability may lead one to observe that armed violence is being waged by means other than those of major inter-state wars. In such a context, one may deduce that emphasis on the concept of collective security is working to the detriment of defence-minded thinking and to the benefit of strategies for active and very early conflict prevention. The entire realm of strategy is thus open to a wide-ranging, Worldwide arena. The main consequences have been an end to the old custodial arrangements of geopolitics, thereby transforming NATO in Europe, and a renewed activism in Asia, where the trend is towards creation of a specific security subsystem. These transformations of the international System have brought about metamorphoses in the notions of enemy, boundary, conflict, and power. Such changes also highlight the « rationality deficit » now affecting the System and the proliferation of the notion of « meaning », which is everywhere lacking in consistency. The shifting of the security dilemma to the subnational, internal level has accordingly resulted from the breakup of nations and the decolonization of empires. The author concludes that it may prove useful, even valuable, to try and identify the normative elements of the post-Cold War international System and to outline, however imperfectly, the new distribution of international power. The reader will also find afresh look at the doctrinal debate about international System theory and about the epistemology of the discipline that deals with it.

Les relations internationales de l'après-guerre froide: une mutation globale

Irnerio SEMINATORE*

ABSTRACT — International Relations in the Post-Cold War Era, A Sweeping Change

The author analyzes the post-Cold War international arena thoroughly, by delineating one by one its different systemic, geopolitical, hegemonic, and strategic metamorphoses. The emergence of a fragmented transnational subsystem — the social component of the international system — has made this era fertile ground for third-wave conflicts, i.e. cultural conflicts or shocks between civilizations. The lack of any recognized leadership and the collective exercise of the system's governability may lead one to observe that armed violence is being waged by means other than those of major inter-state wars. In such a context, one may deduce that emphasis on the concept of collective security is working to the detriment of defence-minded thinking and to the benefit of strategies for active and very early conflict prevention. The entire realm of strategy is thus open to a wide-ranging, worldwide arena. The main consequences have been an end to the old custodial arrangements of geopolitics, thereby transforming NATO in Europe, and a renewed activism in Asia, where the trend is towards creation of a specific security subsystem. These transformations of the international system have brought about metamorphoses in the notions of enemy, boundary, conflict, and power. Such changes also highlight the « rationality deficit » now affecting the system and the proliferation of the notion of « meaning », which is everywhere lacking in consistency. The shifting of the security dilemma to the subnational, internal level has accordingly resulted from the breakup of nations and the decolonization of empires. The author concludes that it may prove useful, even valuable, to try and identify the normative elements of the post-Cold War international system and to outline, however imperfectly, the new distribution of international power. The reader will also find a fresh look at the doctrinal debate about international system theory and about the epistemology of the discipline that deals with it.

L'après-guerre froide. Une mutation, systémique, géopolitique, hégémonique et stratégique

La mutation globale du système international dont nous vivons les syndromes depuis 1989, s'inscrit dans le sillage de quatre dimensions majeures, aux aboutissements incertains, systémique, géopolitique, hégémonique et stratégique.

* Professeur, Institut européen de prospective et Relations internationales, Université Paris 8, France. Texte rédigé et revu en préparation de la « journée d'études » de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble du 21 février 1996

A) La première grande mutation est systémique. Il s'agit de la mutation politique essentielle de cette fin de siècle, car elle concerne la gouvernabilité du système et se caractérise par une série de nouveautés significatives :

- une organisation inter-étatique des relations internationales, multi-dimensionnelle et pentapolaire, orientant la distribution planétaire des pouvoirs vers la zone Asie-Pacifique ;
- l'émergence d'un sous-système transnational fragmenté, le « social international », qui devient le lieu d'apparition de perturbateurs, sub-étatiques et infra-nationaux ;
- la globalisation et la mondialisation de la sphère de l'échange, de la finance et de la communication, qui en fait le terrain privilégié des *conflits de la troisième vague* selon A. Toffler, *conflits culturels, ou chocs de civilisations* pour S. Huntington.

B) La deuxième mutation est géopolitique et affecte les équilibres globaux de sécurité. Cette mutation intéresse les deux plaques continentales plus « sensibles » du monde, l'Asie et l'Europe. La décomposition du *Hearthland* et la fragmentation des zones de jonctions eurasiennes (transcaucasie, espace turc, Balkans, Golfe), impose de clôturer, de manière cohérente, deux espaces stratégiques ouverts, de l'Ouest vers l'Est et du Nord vers le Sud. Une nouvelle architecture de sécurité demeure la réponse à apporter aux risques de déstabilisation, qui constituent les problèmes majeurs posés par cette mutation.

En Europe, la réunification du continent et celle de l'Allemagne déplacent les frontières de l'Ouest et de l'Alliance atlantique jusqu'au territoire russe et exigent de concilier :

- la coopération économique avec la Russie, avec une étroite collaboration en matière de politique nucléaire et de sécurité (persistance de la dissuasion et extension du TNP).
- la sauvegarde de la liberté de choix des PECO, vis-à-vis de la tutelle de Moscou, avec la reconnaissance d'un statut de grande puissance, au moins européenne, à la Russie.

En Asie, l'instabilité qui y règne, découle d'une nouvelle *Realpolitik* régionale, aux rivalités fortes et aux ambitions nationales ravivées et dépend, en particulier, de l'évolution volatile de la vie politique au Japon et en Chine. L'instabilité au Japon est imputable à l'éventuel retrait des garanties de sécurité des USA et donc à la fin de la tutelle de l'Amérique sur la puissance nippone. L'instabilité chinoise résulte de la conjugaison croisée, d'une transition politique du régime, aussi délicate que significative, de la vigueur d'une croissance contagieuse et de l'agressivité prononcée en matière de revendications de souveraineté sur l'ensemble de la mer méridionale (Taiwan, Spratleys).

La portée de ces mutations influe sur les grands équilibres géopolitiques et géostratégiques de l'après-guerre froide, aggravés par le déclin de l'activisme américain. La perception mouvante des menaces, dues à la ramification de la multipolarité, se fait sentir de façon particulièrement aiguë en Asie-Pacifique, où un réarmement généralisé et une accélération dans la modernisation des appareils de défense se somment aux incertitudes politiques internes.

L'inconnue sur les options des grandes puissances non occidentales dans l'équilibre régionale engendre une relation triangulaire aussi impressionnante qu'instable entre la Russie, la Chine et le Japon, et pèse sur la manière par laquelle celle-ci se fera valoir dans la dynamique multipolaire du système international de l'après guerre-froide.

C) La troisième mutation concerne l'hégémonie, et elle se signale par :

- l'absence d'un Leadership reconnu et de la force de légitimation d'un projet de civilisation ou d'une idée historique ;
- la tendance au repli des États-Unis, la seule puissance globale existante et le doute d'elle-même et des autres sur sa capacité à affirmer à nouveau des responsabilités planétaires ;
- l'exercice collectif de la gouvernabilité du système par un « co-optive soft power », une forme de « multilatéralisme autoritaire », affiché par l'Administration américaine. Ce référent confirme la thèse, selon laquelle, toute forme d'unipolarisme qui ne soit impériale est forcément précaire, ce qui nous permet de qualifier les « systèmes unipolaires non hiérarchiques » comme des systèmes en transition.

D) La quatrième mutation est stratégique, car le changement dans les rapports de force et de puissance à l'échelle globale redéfinit le champ de la menace, les buts de l'action conflictuelle et le rapport de la stratégie à la politique. La priorité stratégique, face à des sourdes anxiétés régionales, est désormais la prévention des conflits.

En même temps, suite à une série d'effets cumulés, politiques, stratégiques et technologiques, la stratégie devient intégrale, au sens où elle intègre dans son mode opératoire des aspects non conflictuels d'action, tandis que la politique rétrécit, au moins en Occident, son aire de consensus. Par l'amplification de ses moyens d'action, le stratège européen étend et différencie son champ d'instrumentalité, par le rétrécissement de son aire de participation, le politique réduit sa plage de légitimité.

La violence armée se manifeste autrement que par des grandes guerres inter-étatiques, depuis la césure du nucléaire et les blocages et interdits multiples, introduits dans les cycles des conflits, mais elle resurgit sur le continent européen, limitée pour l'heure, à des modes dégradés.

Les conflits latents reflètent cependant des enjeux qualitativement différents, par rapport à ceux que nous avons connus dans la période précédente, et cachent, en dessous de cette phase d'attente, la portée d'une crise d'adaptation, partout présente. Aux antagonismes quasi universels, dans lesquels s'englobaient les querelles des acteurs mineurs de la scène internationale jusqu'à l'effondrement du système bipolaire, a succédé un projet de sécurité collective, qui a mis en sourdine la logique de la défense, moins évidente qu'hier, mais plus irremplaçable que jamais. Les antagonismes directs ne fondent plus, de manière primordiale, le comportement des grandes puissances, sans que disparaisse pour autant, au sein des sous-systèmes régionaux, la dialectique des tensions qui conduit à des conflits armés.

Deux révolutions, plusieurs conséquences

L'influence de la « révolution du nucléaire » sur les stratégies et les grands équilibres régionaux est désormais acquise, et elle touche, avec la « révolution de l'information », non seulement aux modes d'affrontements entre les États et les acteurs subnationaux, mais à la production de « sens » et aux possibilités d'accès à la connaissance.

La révolution des savoirs, au sens de leur production et diffusion, ainsi que de la sélection des idées, constitue une nouvelle manière d'acquérir et de légitimer le pouvoir, et fonde de nouvelles formes d'impérialisme culturel, sources de tensions et facteurs primordiaux des conflits futurs.

L'information, primordiale au niveau de la décision stratégique et de la connaissance scientifique, constitue également la matière première du débat intellectuel et de la vision du monde des acteurs en conflits. Elle agit également comme désinformation, information incomplète et mode de détournement de la perspective historique. A tous les égards elle est constitutive du « sens » et des stratégies, économiques et culturelles, des acteurs sub-étatiques, car toute information a une valeur émotive, qui dépasse la sphère rationnelle, confirmant ou infirmant des convictions, des représentations et des calculs fondés sur des ambitions méta-historiques et para-logiques.

Si au niveau des tensions, l'information anticipe sur le cycle et le déroulement des conflits, au niveau coopératif elle favorise la conquête des esprits, par une diffusion sélective des idées, des sociétés et des hommes. A l'échelle globale, la révolution de l'information, par son dispositif d'articulation en réseaux, et par son mode d'organisation horizontale, qui fait de l'utilisation des savoirs et de l'intelligence, économique et stratégique, une matière première d'acquisition de la puissance, concurrence l'État, dont on peut craindre les réactions, face à sa plus grande vulnérabilité et perméabilité. La remise en cause du politique et la déstructuration des sociétés se rajoutent à une redistribution du pouvoir mondial à l'échelle planétaire.

La refonte du système international. De la logique de défense à la sécurité collective : axiomes, antinomies et conciliations

Le concept stratégique qui a dominé pendant la guerre froide, a été celui d'antagonisme entre deux systèmes socio-politiques opposés. L'intensité de cet affrontement, quasi universel, s'étendait, par dérivation, à l'ensemble de la planète et justifiait la priorité accordée à l'équilibre des forces et à la logique de la défense. C'est à partir de l'effondrement de l'URSS qu'une philosophie irénique du monde inspira tour à tour les théories des « dividendes de la paix » et de la « fin de l'Histoire ».

La logique de la sécurité collective, qui a succédé à celle de la défense, s'est assigné comme objectif la stabilité de l'ordre politico-stratégique triomphant et comme principe de régulation des relations inter-étatiques, celui du dialogue constructif.

Le paradoxe fut que, sur la fragilité de ce principe, devait se justifier la création d'un système de sécurité collective¹. Or, toute logique de sécurité, doit faire face à deux défis :

Le premier est fondé sur l'impossibilité de concevoir et de faire respecter un système de sécurité qui recouvre la communauté internationale dans son ensemble.

La guerre du Golfe qui aura été la guerre inaugurale de l'ère de l'après-guerre froide, constitue la preuve évidente de la difficulté d'instaurer une sécurité collective au sein d'un système hétérogène. Elle signale le passage à des stratégies d'action et une modification conceptuelle et opérationnelle radicale par rapport à la logique antérieure. Transfert lourd de conséquences futures, mais consécutif à l'impossibilité de résoudre la crise par les seules procédures internationales de règlement collectif pacifié. Constatant aujourd'hui qu'une série de déséquilibres régionaux ont pris la place de l'équilibre dissuasif global de la période antérieure, et que le droit, le pouvoir et la justice ne sont pas en harmonie substantielle dans le monde, ni en mesure de constituer un frein à un recours toujours possible aux armes, ce constat ajoute à un premier bilan de l'après-guerre froide, l'absence d'une idée, commune et partagée, de légitimité entre acteurs litigieux.

Le deuxième défi à la sécurité collective tient à son caractère conjoncturel, dû principalement à la nature des États, qui n'ont guère de moralité propre ou de régimes politiques stables. Ceci implique de la part de tout acteur un effort de vigilance et une adaptation permanente à l'évolution des capacités des acteurs rivaux, de la même région ou du même système.

L'improbabilité de répondre à ce double défi obligerait le politique à privilégier la logique de la défense à celle de la sécurité collective, en associant éventuellement les deux. En effet la probabilité d'une dérive progressive de la

1. Dont « le Pacte de Stabilité pour l'Europe » a été l'une des consécutions les plus retentissantes.

violence armée doit être posée en axiome permanent par le stratège, dans la morphologie d'un système international voué par définition aux perturbations et aux conflits. C'est pourquoi la réapparition d'antagonismes séculaires, sub et transnationaux, oppose les deux logiques de la sécurité collective et de la défense.

La première compte sur la coopération et la solidarité d'une ou de plusieurs autres unités politiques, la deuxième sur des relations d'opposition, culturelles, identitaires, géopolitiques ou autres, qui traduisent les relations inter-étatiques en relations internes et *vice-versa*.

Dans le cas de la défense, le concept stratégique est défini en fonction de la menace, de l'ennemi et du but probable d'action et, de ce fait, d'un mode opératoire modélisé et planifié. Dans le cadre de la sécurité collective, érigée sur l'idée d'un règlement négocié, au moyen du droit, de la morale ou de la raison, ce concept cède ses droits au diplomate, prétendant faire l'économie du recours à l'instrument militaire jugé par certains archaïque.

Cet instrument, qui était dimensionné à l'époque de la bipolarité, sur le modèle d'un affrontement probable avec un ennemi clairement désigné et en fonction d'un antagonisme et d'un conflit central, brutal, de grande envergure et de forte intensité, menaçant l'existence même des êtres nationaux européens, doit répondre désormais à une pluralité de crises, atypiques et diversifiées, partout dans le monde, servir une posture de vigilance et fonder une stratégie de prévention active. Le conflit majeur du Centre-Europe n'ayant pas eu lieu, mais n'étant pas à exclure totalement, en cas de retour de la Russie à ses vieilles ambitions, dans l'horizon à long terme de la stratégie des moyens (15 à 20 ans), on s'oriente aujourd'hui vers la disparition durable de cette menace. L'exigence d'un contrôle de l'environnement international vis-à-vis de nations de faible puissance, force aujourd'hui la stratégie à envisager une multitude de crises possibles, difficiles à localiser et à modéliser. L'extension des théâtres régionaux étend le champ probable de l'action militaire à l'univers proche et lointain et cette action découle de la volonté et des ambitions de la politique générale d'un pays, celle-ci pouvant se ranger du côté de l'exécution forcée des résolutions des Nations Unies, ou du rétablissement du droit international, portant atteinte aux intérêts vitaux de la nation.

Le concept stratégique de l'après-guerre froide doit concilier en somme les contraintes qui découlent du désarmement ou du TNP, et le maintien de capacités d'action autonomes à un niveau de « suffisance raisonnable », dans les limites sévères d'un cadrage budgétaire strict et d'une industrie de défense bien ciblée.

De la situation de clarté antérieure, d'où procédait le stratège dans l'observation de l'ennemi, de sa posture et de ses forces, de sa doctrine et de son entraînement, du terrain et de sa capacité d'action collective (niveau de préparation, commandement et moral de combat) on tirait un modèle d'action

et une planification minutieuse, en vue de l'engagement probable (densité, volume de jeu, concertation des forces, sophistication de l'information et traitement de celle-ci en temps réel, etc.)

Cet ensemble de données, qui concernait l'environnement politico-stratégique du Centre-Europe, a cessé d'exister. La multiplication des crises justifie de plus en plus des stratégies de prévention active et très précoce des crises, et détermine les moyens et les modes opératoires adaptés au but politique poursuivi.

Dès lors que des crises diversifiées et lointaines, issues de tensions entre des acteurs mineurs et sur des enjeux locaux, ne sauraient justifier le recours au nucléaire, ni intimider par sa menace, les forces classiques de projection de puissance retrouvent leur autonomie d'action, par rapport au nucléaire, et relèguent au second plan la « stratégie de dissuasion », conçue pour rendre vaine l'espérance de gain politico-stratégique d'un acteur majeur de la scène internationale.

Le stratège n'a plus un théâtre fini ou un front continu d'engagement, allant de la Baltique à la Méditerranée, mais une scène ouverte sur la totalité de l'espace stratégique mondial, où la manœuvre, les alliances, les terrains, les types de combat varieront en permanence. L'extension et l'indétermination des théâtres génère un amoindrissement considérable des capacités de planification opérationnelle de la part du stratège.

Ainsi l'invention d'un projet collectif de défense et de sécurité exige une coopération politique permanente, l'existence d'une volonté commune affirmée et, en termes de capacités, un commandement et des unités opérationnels modulaires, polyvalents et multinationaux.

À la menace unique, existentielle et globale de la Bipolarité, perçue de manière sensiblement identique par les acteurs européens dans leur totalité, et fondatrice de projet collectif de défense de l'OTAN, succède dans l'après-guerre froide, une variété de crises et de conflits, irréductibles à une perception unique.

D'où les antinomies d'une stratégie, qui doit concilier d'une part la défense nationale de chaque acteur, pouvant conduire à un engagement massif dans un conflit de forte intensité pour la sauvegarde directe d'intérêts vitaux, jugés essentiels, et d'autre part la sécurité collective dans un univers déstabilisé, face à la perspective de risques et de défis, entraînant des engagements diversifiés et indirects, vis-à-vis de perturbateurs, eux-mêmes imprévisibles.

Ainsi l'arbitrage entre ces deux logiques, de l'action directe et de l'action indirecte, de la défense et de la sécurité, dépend de l'équilibre international et de la capacité d'un acteur hégémonique ou d'une alliance militaire à gouverner le système et prévenir les conflits. L'arbitrage entre ces deux logiques est

essentiellement politique, mais aussi stratégique, car l'interprétation de la « Balance » demeure la clé essentielle de la stratégie. Dans un système mondial en mutation accélérée, l'évaluation de la « Balance of Power » est elle-même aléatoire, en raison des impondérables culturels, dont le poids s'accroît considérablement dans le jeu international de l'après-guerre froide. La montée en puissance des relations transnationales et le peuplement de perturbateurs virtuels au sein du « social international », est un facteur de multiplication des défis et d'accroissements des menaces.

La fin des tutelles géopolitiques : sécurité incertaine, instabilité assurée

L'adaptation des alliances militaires dans le monde se manifeste en Europe par la transformation de l'OTAN et par le projet d'élargissement de celle-ci aux PECO (Pays de l'Europe Centrale et Orientale). Cet élargissement pousserait les frontières de l'Alliance jusqu'au territoire de la Russie et risquerait de désigner implicitement celle-ci comme « l'ennemi » potentiel. L'architecture de la sécurité sur le vieux continent, s'étend d'autre part à l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), et à la redéfinition de la place de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale). La révision du traité de l'Union Européenne, lors de la CIG 96 (conférence intergouvernementale de 1996), préciserait davantage le rôle assigné à l'UEO dans le dispositif de sécurité occidentale et son rapport de complémentarité avec les institutions existantes, quant aux risques de déstabilisation en provenance des Balkans et du sud de la Méditerranée.

En Asie, le couplage économie-sécurité, qui a joué à la faveur du Japon pendant toute la période de la guerre froide, peut se retourner contre lui et le pousser à des choix difficiles, après des années de crise politique, pour assurer sa sécurité et exercer un leadership régional, repoussé jusqu'ici, soit en termes de pacifisme actif soit par un réarmement, jugé par certains comme inéluctable. De nouveaux équilibres géopolitiques se dessinent d'autre part entre la Chine et ses voisins asiatiques, inquiets de la politique de puissance de celle-ci, dans les domaines les plus larges, politiques, nucléaires, océaniques et balistiques.

Après des années de manœuvres géo-économiques, menées sous la houlette de la logique de marché, une vaste libéralisation des échanges commerciaux et des flux financiers et de communication s'est dessinée dans le monde, signalée par la conclusion positive de l'Uruguay Round dans le cadre du GATT, puis par la naissance de l'OMC. Le démantèlement des politiques protectionnistes au Japon et en Europe s'est accompagné d'une stratégie de conquête des deux dernières frontières de l'économie mondiale, la Russie et la Chine. La Chine et les « new comers » imitent désormais le modèle de croissance du Japon et prennent part au débat engagé depuis quelques années, sur le type de développement autochtone, démocratique ou autoritaire, plus fonctionnel aux besoins et valeurs de l'Asie.

De toutes les manières, la zone Asie-Pacifique, qui constitue un système économique hiérarchisé et un sous-système de sécurité spécifique, témoigne, à l'échelle mondiale, non seulement d'un éveil économique prodigieux qui déplace le centre de gravité de l'économie monde vers cette région, mais d'une montée en puissance qui bouleverse l'ordre établi et ouvre autant de menaces à la sécurité économique que d'opportunités, de développement et de diffusion de puissance, au plan des grands équilibres géopolitiques et stratégiques.

Du système inter-étatique à la société transnationale « Sens et rationalité »

Le vide référentiel du système international de l'après-guerre froide nous pousse à une retrospective épistémologique, centrée sur la relation entre sens et rationalité. Les analystes du système international se sont occupés essentiellement, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de l'étude du système inter-étatique, autrement dit des relations régulières établies entre les gouvernements et codifiées par la politique de la « Balance ». Le modèle « pur » de ce système a été celui de la diplomatie du « concert européen » du XIX^e siècle, érigé sur la défense de l'« intérêt national », l'équilibre des forces et la « jealous emulation ». R. Aron en a défini singulièrement les traits, mettant en évidence sa cohérence, celle de la « compétition qui s'organise en fonction du conflit » et celle d'un mode original d'action, la conduite diplomatico-stratégique, mené sur la scène mondiale par les représentants de ces unités, les diplomates et les soldats.

À partir des années soixante, l'insularisation des deux puissances nucléaires, au-dessus du système inter-étatique, a favorisé l'émergence d'une interdépendance stratégique entre les deux acteurs majeurs de la scène internationale, formalisée par le MAD (Mutual Assured Destruction) et par une « théorie de l'acteur rationnel », qui radicalisait l'aphorisme Clausewitzien de « l'intelligence de l'État personnifiée ».

Le « paradigme de l'acteur rationnel » favorisa la tentative de contrôler les issues des événements internationaux et d'expliquer la complexité de l'action par son but, ce qui implique une vue globale, rationnelle, « sensée » et prospective du monde et, tout premièrement, une distinction entre les objectifs conjoncturels de l'acteur et les calculs permanents des États

Le paradigme de l'action rationnelle fut à l'origine de la dissuasion nucléaire réciproque, dont la « théorie des jeux » représenta l'application la plus rigoureuse. Ce paradigme a régenté le système clos de la bipolarité et assuré sa stabilité à partir de la fin des années soixante, puis la transition vers un système bipolaire élargi, jusqu'à la fin des années soixante-dix.

Le « sens » de l'action diplomatico-stratégique des deux Super Grands était inspiré par une préoccupation de fond, la dérive de la violence à la périphérie et la foi dans le postulat de « la rationalité réciproque », dont la

négalion aurait inspiré un comportement suicidaire ou fou. L'arme nucléaire, introduisant le facteur puissance à une échelle démesurée dans le jeu international, révolutionne les rapports de force entre les détenteurs de ce pouvoir suprême, les forçant à exprimer leurs rivalités sur d'autres terrains, sous d'autres formes, et avec une utilisation de la violence collective qui devait resurgir ailleurs et autrement.

Une distinction s'est creusée ainsi, entre les diverses situations de risque et le facteur subjectif de l'action (perception et interprétation de la menace), sur lesquels reposait la « justification » de l'action militaire, valorisant à l'extrême la connaissance parfaite des intentions de l'autre, et reléguant le « sens » de l'antagonisme idéologique au facteur secondaire de la confrontation entre les deux sous-systèmes.

Le réalisme l'emportera sur l'idéologie et la rationalité sur le « sens » du combat. Cette rationalité a agi au fond comme le vecteur souterrain et décisif du but de guerre systématique.

Interdépendance et diffusion de puissance

Bien avant l'effondrement de la Bipolarité, un courant important des études de politique internationale, inspiré d'une approche libérale, mit en valeur les flux d'interactions globales qui agissaient au niveau transnational. Il s'agissait d'items tangibles et intangibles, à travers les frontières étatiques, qui ont lieu, lorsque un acteur n'est pas un agent de l'État ou une organisation intergouvernementale » et qui, d'après Keohane et Nye, influencent voire amoindrissent la politique étatique produisant un phénomène nouveau, dit de « diffusion de puissance² ».

Dans la politique mondiale, « le phénomène central est, pour ces acteurs, la négociation entre une variété d'acteurs autonomes ou semi-autonomes ». Une modification de l'image classique de l'acteur rationnel s'est donc produite au détriment du commerce politique entre les États, suite à la complexification croissante du système international, imputable au phénomène de diffusion de puissance, à la prolifération des acteurs et aux divers enjeux économiques, politiques et sociaux.

Entre un échiquier diplomatico-stratégique, prenant en charge les problèmes liés à la sécurité et à l'anarchie internationale et un échiquier économique (le secteur de l'interdépendance), s'affirma progressivement l'analyse des processus transnationaux, d'abord économiques et aujourd'hui culturels et communicationnels.

2. R. KEOHANE, J. NYE (dir.), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972.

Le référentiel ordonnateur du système international et les métamorphoses des notions d'ennemi, de frontière, de conflit et de puissance

Au-delà des nouveaux thèmes inscrits sur l'agenda international, le problème de la sécurité demeura le référentiel ordonnateur du système international et autour de ce référentiel central se sont métamorphosées depuis, une série importante de notions, celles d'ennemi, de frontière, de conflit et de puissance.

La notion « d'ennemi », globalement dépolitisée, apparaît ainsi comme le produit du divorce des nations, de la décolonisation des empires et de la différenciation identitaire des sociétés. Elle se niche dans le transnational et se transforme ici dans le perturbateur exotique, là, en « l'autre de l'intérieur ».

Au sein du système international, la figure de l'ennemi acquiert le profil d'un sujet civilisationnel virtuellement hostile, préfigurant un « choc entre civilisations », selon le titre de l'étude célèbre de S. Huntington parue en 1994 dans *Commentaires*.

La notion de frontière acquiert une signification nouvelle dans le système de l'après-guerre froide. Elle résulte de la désarticulation des éléments constitutifs de l'État et de l'éclatement d'un empire défunt et devient à la fois ethnique et identitaire, *infra* et transnationale. D'une part elle tend à se calquer sur le rêve d'une communauté ethniquement homogène disposant d'un territoire cohérent, de l'autre elle résulte de la revendication des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La notion de « conflit » s'insère dans un monde plus instable, dans une constellation d'incertitudes initialement liées à la dérivation de la violence subnucléaire. Un nouveau type de conflit se greffe sur les attentes identitaires et sur l'hétérogénéité ethnique et culturelle.

Puisque la paix est toujours une paix d'équilibre, dictée par la balance précaire des forces, elle suscite une quête permanente et une alchimie difficile entre pulsions violentes et exercices philosophiques et politiques de toute inspiration. La guerre cependant est de retour, non globale pour l'instant, menaçante toujours. Cependant l'usage de la force est local, sans le soutien d'une idée historique, qui lui a conféré, dans l'histoire, une propulsion démesurée et une signification universelle.

Quant au concept de puissance, il renvoie à un redéploiement de fonctions et à une redistribution systémique du pouvoir mondial. En tant que telle, la puissance est une relation qui s'inscrit dans un contexte. L'analyse des facteurs culturels, immatériels ou intangibles de la puissance fait apparaître leur volatilité et leur permanence et modifie leur capacité de mobilisation, leur mode d'exercice, bref « le sens » de l'action collective. Ainsi la non fongibilité des critères de la puissance et celui de l'influence politique reformulent la relation entre sens et violence, idéologie et rationalité, stratégie et politique. À l'âge de la bipolarité, la géopolitique et la géostratégie exaltèrent la « course » à

la puissance globale, sans mesure et sans partage, seule capable d'administrer le néant sur la surface de la planète. Dans la phase de l'après-guerre froide, la « puissance » n'est plus ce qu'elle était. *Elle est devenue orpheline* (J.J. Roche). Elle irrigue le système international par le bas, à travers son sous-système culturel, le social international. La sur-puissance périlicite jusqu'à faire figure d'impuissance.

Les nouveaux champs d'exercice de la puissance

L'exercice de la puissance se transforme. En raison du rétrécissement global du système inter-étatique et de la moindre importance du facteur militaire, la puissance évolue vers le « co-optative soft power ». La dégradation du principe de rentabilité de la force brute, a provoqué dans le passé le déclin des formes traditionnelles du « power politics ». L'utilisation rationnelle de la puissance, qui permet une évaluation politique appropriée de l'équation coût-efficacité n'a recouvert que la période de stabilité relative de la bipolarité, période pendant laquelle l'équilibre entre régulation et dérégulation, ordre et désordre pouvait porter atteinte à la « Balance of Power » des deux Grands.

La phase de l'après-guerre froide ouvre une période de dérégulation de la puissance. En effet, l'État et le système inter-étatique perdent leur fonction de régulateurs du système et deviennent incapables de générer des dynamiques de règlement des crises, de déterminer politiquement la conjoncture, ou encore d'obtenir allégeance et légitimité par le conflit.

Toutefois la capacité de proposer des accords, d'offrir des médiations, d'étendre la sphère d'influence ou de faire porter le fardeau de la gestion de l'ordre aux pays intéressés à la stabilité mondiale, appartient encore à la puissance planétaire restante.

Le déclin relatif de l'hégémonie, incapable de donner des réponses satisfaisantes à la demande croissante d'ordre, et de sécurité collective est, selon I. Wallerstein, lisible économiquement dans la mobilité des États typique de toute période de récession de l'économie-monde. Celle-ci entraîne une série de politiques d'ajustement qui permettent aux « new comers » de défier les structures économiques mûres et peu innovantes des pays industrialisés et centraux. Dans la phase de turbulence et de réorganisation mondiale, la théorie du déclin hégémonique est en mesure de corriger politiquement l'orientation de la théorie des systèmes-mondes, par l'analyse des défis, portés au Leader du système, au nom d'attentes de stabilité insatisfaites pesant sur l'acteur hégémonique et provoquant son épuisement ou son repli.

La sécurité, référentiel ordonnateur du système international

Les regroupements de sécurité perdent, dans le système de l'après-guerre froide, leurs caractéristiques d'alliances permanentes et se définissent désormais par référence à des aires géoculturelles et civilisationnelles interactives, travaillées par des valeurs, des « sens » et des « rationalités » hétérogènes.

L'après-guerre froide a prolongé vers l'avenir les observations rétrospectives sur les rapports entre la guerre, la philosophie de l'histoire et le devenir des civilisations, que l'ère des lumières avait remis en cause. En ce sens le référentiel central du système international de l'après-guerre froide n'a guère changé. Il demeure celui de la sécurité, mais ce dernier s'étend à une pluralité de formes, de théâtres et d'enjeux, qui relèvent désormais de situations dissemblables et d'acteurs irréguliers et anomiques, dont les agissements violents sont empreints de motivations qui échappent à tout paradigme homogène.

Le sens et sa prolifération disparate

Ce n'est guère un « déficit de sens » qui affecte en conclusion le système international actuel, mais plutôt son contraire, sa prolifération disparate. Dans un monde balkanisé, qui traverse une phase de mutation profonde, de nature systémique et hégémonique, le déficit le plus préoccupant à l'avenir sera celui d'un « déficit de rationalité », comme vecteur stratégique d'un leadership reconnu et d'une « idée-force » planétaire, justifiant une autre organisation du système. L'univers des conduites va vers la diffusion d'une mosaïque de « codes » ou de « règles » ni reconnus, ni unifiants, qui ne seront respectés par personne.

Le « sens » n'est en effet qu'un simple intermédiaire entre les acteurs et le système et il renvoie à l'univers sociétal plutôt qu'à la raison politique, à la société internationale, plus qu'au système inter-étatique³. Il nous apparaît dès lors utile de mettre en relation sens et système et de distinguer ce dernier, selon le degré d'homogénéité et le mode d'agencement du couple de relations coopération et conflit.

L'effondrement du système bipolaire a fait prendre conscience de l'écart de prospérité entre ses régions, en faisant rebondir deux grands problèmes, inégalement abordés au Nord et au Sud de la planète et à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, le problème du développement et celui de la sécularisation de la société, que l'Occident a affrontés avec peine, dans son long parcours vers la modernité.

Le dynamisme du temps de la Renaissance a instauré en Europe occidentale une opposition évidente entre l'attachement au sacré et le désenchantement du monde, de telle sorte que la société moderne a remplacé progressivement Dieu par la Science et refusé à l'univers sensible toute sorte de finalisme. L'esprit rationaliste et les principes de la pensée rationnelle sont devenus, au fil du temps, les seules sources reconnues de toutes les valeurs. La lutte contre la tradition et les croyances religieuses ont ainsi donné à la société

3. Pour certains acteurs, la production de sens est la condition d'effectivité de la puissance, Zaki LAIDI, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994, et pour d'autres, celui de l'empire (R. Aron, H. Morgenthau, G.A. Valladao, J.J. Roche).

moderne une force inopinée dans le combat, mené au nom de l'avenir contre le passé et à l'enseigne du progrès contre l'obscurantisme. L'essor de la révolution industrielle a associé l'idée de société à celle de travail et cette association a défini un nouveau champ d'historicité, façonné par la production, l'organisation et l'administration impersonnelle. Des orientations opposées sont parvenues à conjuguer rationalité et subjectivité et chaque acteur s'est efforcé de donner son « sens », au changement de l'ensemble, à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, tant au niveau interne qu'à l'échelle internationale. Lorsque l'économie et la culture sont devenues transnationales et globales et que les facteurs de la modernisation se sont calqués sur le marché, il a été impossible de reconduire l'une ou l'autre à une valeur, une philosophie ou un courant d'idées.

À l'échelle internationale, le débat sur le dépassement de la modernité et le nouvel asiatisme a redonné de l'actualité, après l'effondrement du communisme et d'un des deux pôles de puissance, à une longue lune de miel avec l'histoire celle de « la fin de l'« histoire », de Fukuyama, et l'autre plus critique et revigorée par une nouvelle jeunesse, des systèmes-mondes pour Wallerstein et Braudel, et des cycles hégémoniques pour P. Kennedy, R. Steel, et R. Gilpin.

Vers un modèle de conflit global ?

L'approche aux études de civilisation, remis à l'honneur par S. Huntington, préfigure un nouveau modèle de conflit global au sein d'un système international, où les lignes de fracture seront définies par une nouvelle forme de loyauté internationale, découlant d'une matrice culturelle commune, plutôt que de l'appartenance à un État, une Fédération d'États, ou une cité politique particulière.

La « civilisation » est, de ce point de vue, « le regroupement culturel le plus élevé et le niveau d'identité culturelle le plus large que les peuples puissent posséder ». Le « sens » d'un choc entre civilisations hétérogènes, rappelle dans l'intention de S. Huntington⁴ les différences de niveaux, atteints dans des régions éloignées de la planète, par le processus de modernisation et par le changement social, ainsi que les ancrages des individus par rapport à leurs anciennes appartenances, de tradition, de mémoire et de vie.

Il faut en déduire en somme que les liens entre le « sens » et l'action, propres aux vieux systèmes, nucléaire et antinucléaire, ne sont dictés par autre chose que la survie, identitaire et culturelle, d'actants, qui s'affirment en dessous de la sphère inter-étatique, ou qui résultent de sa fragmentation. Nous assistons d'autre part à l'extension de la notion de globalisation, à tous les domaines et à tous les champs du savoir. On parle de globalisation de l'économie ou d'économie globale, comme on parle de puissance, d'ennemi ou de conflit globaux.

4. S. Huntington « Le choc des civilisations ? » in *Commentaires*, été 1994, vol. 18, n° 66.

Par opposition à ce qui est étatique et spécifique, l'approche en terme de globalité fait référence pour M. Clelland, à un espace conceptuel incluant « des entités sociales différentes de l'État-nation dans l'étude du domaine considéré, les relations mondiales » et donc à des acteurs, des facteurs ou des capacités, en mesure de produire des effets influant sur l'ensemble (D. Singer). « Une perspective globale », ajoute Falk Kim, accorde toute son importance aux acteurs non gouvernementaux, en y incluant ceux qui y sont associés, par des accords non gouvernementaux (l'ONU, les institutions financières internationales), les activités transnationales (FMN, banques), les organisations non gouvernementales (ONG) ». Le monde, dans cette perspective globale, intensifie pour certains sa quête de stabilité à travers le commerce et l'échange, pour d'autres sa recherche d'identité, au-delà de « l'harmonie naturelle des intérêts ».

Une thèse contraire est celle, selon laquelle, une microconflictualité élevée, superposée à une diffusion nucléaire incomplète, engendrerait une instabilité accrue, pouvant entraîner des interférences dans les affaires domestiques d'autres unités et au-delà, à un conflit systémique.

Au plan des considérations générales, la grande taille d'un acteur, absorbé par des intérêts uniquement locaux et désintéressé de la production de biens collectifs, favoriserait en son sein l'émergence d'intérêts globaux et permettrait une identification relative de ses intérêts de puissance avec l'intérêt général du système.

Un autre caractère ordonnateur du système international de l'après-guerre froide est l'accroissement de l'imprévisibilité du calcul, imputable au caractère aléatoire des actions et des réactions d'une multitude d'unités politiques, sub et trans-étatiques, en métamorphose permanente au sein du système, et prêtes à tout afin d'affirmer leurs attentes.

La scène planétaire et la modernité

La coexistence au sein de la même conjoncture intellectuelle d'univers mentaux et de cultures-mondes, vivant différemment la communauté et la vie, agissant selon les modalités les plus disparates, magiques, sacralisées, laïcisées, rationalisantes et utopiques, cette coexistence hétérogène de mœurs et de valeurs de référence comporte des segmentations éthico-culturelles multiples. Le champ des agirs sociopolitiques est déchiré entre communauté et individualisme, traditions et rationalité, puisqu'il sous-tend plusieurs types de devenir, jusqu'ici disparates et irréductibles, sous l'empire d'une même universalité historique, la postmodernité.

La scène planétaire est caractérisée ainsi par l'interdépendance croissante de l'humanité et par une complexité inégalée des univers culturels.

À présent, nous observons la fin provisoire de l'âge idéologique, mais cela ne signifie point sa disparition définitive, car les utopies réapparaissent perpétuellement dans le siècle et elles en constituent la trame signifiante.

Les sociétés développées ont refusé le millénarisme au profit d'une phase d'apaisement de leurs conflits, mais dans la perspective d'un avenir, où les buts de la vie humaine demeureront partiellement profanes, les anciennes croyances ne pourront que réapparaître dans la vie historique.

À la faveur des grandes découvertes géographiques, précédées par la double révolution, industrielle et française, les sociétés européennes ont pris conscience de leurs particularités et de leurs différences par rapport aux autres ensembles humains, et le goût pour les faits de civilisations a suscité un bilan sur le coût social du progrès et sur les avantages et les inconvénients de la modernité. Au XIX^e siècle l'opposition de tradition et de raison, accompagnée de la dissolution des anciennes hiérarchies et cadres de vie, a fait l'objet de débats inépuisables. Le libéralisme et le socialisme y ont été deux variantes idéologiques, celles de l'industrialisme naissant. Leurs éthiques, complémentaires et contradictoires, ont différemment modulé les thèmes de l'individualisme et du projet collectif.

Or la vision pluraliste du monde que supposent l'incohérence du réel et l'anarchie de la vie internationale, s'est tour à tour opposée à la vision moniste de la réalité, prétendant à la cohérence fondamentale de l'ordre social et, en perspective, à un type d'organisation fondée sur la synthèse de valeurs compatibles. Ainsi, la variété des civilisations et des croyances et la multiplicité des régimes politiques nous a forcés au constat, exaltant pour les uns et désarmant pour les autres, qu'il ne pourra jamais y avoir de synthèse de valeurs compatibles.

Systèmes d'action et schèmes du devenir

La reconnaissance de la diversité suggère donc à l'analyste la prise en considération de la plupart des formes culturelles qu'inspire la délibération politique. Dans une conjoncture qui unifie en une perspective planétaire des civilisations hétérogènes, insérer des visions non européennes de l'histoire, c'est tenir compte des répercussions des conceptions traditionnelles sur l'ordre mondial et sur le comportement de bon nombre d'acteurs régionaux et locaux.

En matière de relations internationales, plus une décision s'inscrit dans une conjoncture globale et plus les éléments disparates apparaissent avec force et avec eux, une prolifération de sens, irréductibles à une quelconque rationalité.

Dans ce contexte, la conduite politico-stratégique apparaît comme ordonnatrice et prétend établir une relation entre les indéterminismes de la conjoncture globale et les contraintes des situations locales, dictées à leur tour par la logique de sous-systèmes dissemblables. Cette conduite, a toujours prétendu se justifier par des idées, obéir à des impératifs ou à des normes, se plier ou s'adapter à des principes, faire recours à un sens ou à des sens, sacralisés ou profanes.

Intégration et système social international : le divorce des nations et la décolonisation des empires

Les relations internationales apparaissent comme une interaction constante entre des phénomènes inter-étatiques et transnationaux. La fin de la bipolarité a provoqué la disparition (provisoire) de la « notion « d'ennemi » qui en était l'élément constitutif, au profit de la notion de « risque objectif », et ce transfert a réorienté le « dilemme de la sécurité » vers l'espace subnational et interne. L'ennemi est virtuellement partout, il est non seulement proche, mais immanent. Il peut surgir soudainement et s'inscrire dans une conjoncture durable. Le premier était désigné et rationnel, le deuxième anonyme et « insensé ».

D'autre part le système d'interactions globales, imputables aux flux croissants d'échange et de communication, réduit l'importance relative du système inter-étatique anarchique au sein du système planétaire.

Le « dilemme de la sécurité » était là d'ordre vertical et hiérarchique, il devient ici horizontal et diffus. Il s'étend à travers la sphère du « social transnational », se greffant sur deux vecteurs primordiaux d'ordre culturel, les aspirations et « attentes identitaires » et les « appartenances culturelles séculaires » en quête de reconnaissance et d'émancipation. La coloration politique des « besoins d'identité » met en crise l'État par le divorce des nations qui le composent et soulève le problème de la loyauté et de l'appartenance.

L'« autre » vit en « nous », « en dehors et en dessous » de la citoyenneté. Ainsi la notion géopolitique de « frontière », perméable et déstabilisée, devient géoculturelle et ethnique. Cette frontière a de multiples visages ; elle s'appelle « fracture sociale », « barrière psychologique », « écart d'intégration » ou « haine ethnique » et « fièvre xénophobe ». Son ancrage culturel s'inscrit dans des interactions fortes entre les divers systèmes sociaux (ville / banlieues, minorités / majorités, etc.). L'exclusion et la violence qu'elle suscite, est tout aussi interne qu'internationale, elle est le fait d'individus ou de groupes restreints, comme d'États ou de régimes mis au ban de la vie internationale. Elle se charge d'un potentiel de conflit interculturel, voir inter-civilisationnel, dans la dynamique de distribution des pouvoirs internationaux.

L'ennemi et l'autre de l'intérieur

Si ce potentiel se réclame d'autres valeurs, d'autres signifiants et symboles ou d'autres types de rationalité, sa révolte risque d'être « identifiée » à celle d'un « ennemi » qui n'est pas une « minorité » mais « l'autre de l'intérieur », qui n'est porteur ni d'alternatives, ni de projets politiques unitaires. La décolonisation de l'intérieur ne fait que commencer et elle s'inscrit dès lors d'un phénomène politique majeur du système international d'aujourd'hui, celui de la redéfinition des identités nationales.

En effet, l'homogénéité et l'hétérogénéité des valeurs de l'« autre », décident à la fois de sa citoyenneté, de sa loyauté et du sens de son appartenance politique et celle-ci remet en cause, par des cheminements sinueux, souvent conflictuels, tantôt les structures politiques, tantôt les divisions territoriales.

D'une façon générale, si l'action sociale est l'unité de base et de cohésion de tout système et si celle-ci résulte des différents processus d'interactions entre sujets agissants, le mouvement social est aujourd'hui soumis aux métamorphoses du « social international », où jouent de multiples facteurs culturels qui découlent à la fois de la personnalité des individus et de l'influence de normes institutionnalisées.

Adaptation et intégration

Une étude de Modelsky en 1976 tâche d'évaluer de quelle manière les divers systèmes internationaux obéissent aux exigences fonctionnelles décrites par T. Parsons dans son modèle de l'action sociale⁵ et il en résulte qu'un système dure dans le temps si quatre exigences fondamentales sont satisfaites :

- l'adaptation à l'ambiance, remplie par le sous-système économique ;
- le maintien des modèles normatifs, confié au sous-système familial ;
- l'intégration, à charge du système culturel ;
- la poursuite d'objectifs d'intérêt collectif, poursuivie par le sous-système politique.

Le système actuel des relations internes / internationales est en état de métamorphose poussée et les fonctions 1,2 et 4 ne sont que partiellement satisfaites, tandis que la fonction 3, celle de l'intégration culturelle au système dominant est projetée vers des modèles exogènes ou risque de l'être. Les deux niveaux de relations, inter-étatiques et transnationales, sont donc concernées par ces interactions, qui peuvent aiguïser, à tout moment, une crise latente et mal maîtrisable.

Les signes avant-coureurs d'une crise, croisée et simultanée, des quatre sous-systèmes, le système productif, la famille, l'appareil scolaire et le système de représentation, sont déjà sur l'avant-scène du social. En particulier, les deux importantes fonctions, de l'adaptation et de l'intégration apparaissent éclatées :

- vers le haut, par l'amplification de la compétition mondiale et par un système universel de diffusion de mœurs et de koinés, médiatisés et transnationaux ;

5. Ces modèles dichotomiques expriment les dilemmes que le sujet rencontre au cours d'interactions globales et ils constituent pour T. Parsons, des variables structurelles de l'action sociale. Ces variables peuvent être ainsi regroupées : affectivité ou neutralité affective (bref participation) ; orientation de l'action en vue de l'ego (intérêt et gratification personnels), ou en vue de la collectivité (intérêt général) ; particularisme / universalisme, etc.

- vers le bas, par la précarité des cadres de travail et de vie, le laïcisme radical, la sexualisation, l'action de petites communautés locales et interpersonnelles à base religieuse (sectes) ou à base anarchique (bandes, mafias), débarrassées de tout lien de solidarité, matérielle ou morale, avec l'ambiance environnante et donnant lieu à l'incivisme, à l'apparition de « micro-sécessions » locales endémiques, des crises de solidarité permanentes.

En termes plus généraux, la mutation d'un système social intégré constitue une cause de tensions qui peut remettre en cause les équilibres de sécurité, à une échelle beaucoup plus large. La vulnérabilité intérieure ne parvient plus à cacher les faiblesses de tout *revival* impérial. Tel est le cas de l'ex-Yougoslavie et de l'ancienne URSS, de la Turquie, de l'Érythrée et de la Chine.

Éléments d'ordre normatif du système international de l'après-guerre froide

Le sous-système social constitue le référentiel de « sens » du sous-système politique et l'influence du « social international » sur le système interétatique a des effets induits virtuellement perturbateurs. Les principaux éléments d'ordre normatif qui apparaissent au sein du système global de l'après-guerre froide se manifestent dans la prise de conscience, par les acteurs majeurs de la scène internationale, d'un certain nombre de principes, dont nous présentons ici une formulation schématique :

- la solidarité collective, dans la gouvernabilité du système, sera désormais d'ordre global, politique, économique et géostratégique et non idéologique ;
- le principe de stabilité ne sera pas figée mais dynamique, ne sera plus hiérarchique mais consensuel ;
- il ne comportera pas de leadership durable et préservera le multilatéralisme et un engagement international intense ;
- il sera soumis à une surveillance générale et contradictoire des États sur eux-mêmes, des États entre eux, et des opinions (« l'œil de l'extérieur ») sur les États ;
- les opinions publiques imposeront aux États, dans la gouvernabilité du système, des solidarités collectives de type idéologique (écologie) ;
- la notion d'indépendance résultera de plus en plus d'une capacité d'arbitrage, de marchandage et de relation ;
- les organisations économiques internationales auront une place de médiation grandissante dans les fonctions d'adaptation et d'intégration régionales ;
- face à l'impuissance de l'acteur universel, dans le contrôle politique des crises, l'équilibreur du système pentapolaire émergent fera appel à des alliances conjoncturelles, appuyées sur des institutions multilatérales et des structures diplomatico-stratégiques permanentes ;
- l'intégration, dans la communauté internationale, de l'acteur jadis dominant, perturbateur ou déviant, se fera en privilégiant la stabilité globale du système, face aux différentes formes d'instabilité régionales ;

- l'équilibre régional devra préserver les intérêts des unités politiques locales significatives, vis-à-vis de légitimes revendications d'autres acteurs et des attentes identitaires insatisfaites ;
- face aux demandes de stabilité, cet équilibre ne sera viable que par la reconnaissance des cadres établis et, à défaut de la justice, de la logique du fait accompli, seul moyen de réconciliation entre communautés politiques autonomes ;
- la recherche d'équilibres régionaux ne pourra être atteinte qu'en limitant l'action de médiation de l'acteur universel, rétif ou impuissant ;
- la recherche d'accords de dissociation comportera la cohabitation de systèmes et de valeurs hétérogènes ;
- toute cohabitation se fera en privilégiant l'interdépendance à l'homogénéité, à l'intérieur d'un espace régional d'échanges, afin que l'ennemi d'hier devienne un partenaire pour demain ;
- l'exigence de sécurité interdira à tout acteur perturbateur, aujourd'hui comme hier, d'avoir accès à des ressources incompatibles avec la préservation de l'équilibre régional ;
- les coûts des opérations de stabilisation seront à considérer comme le prix à payer pour assurer l'engagement nécessaire au contrôle global du système ;
- la souveraineté informationnelle deviendra l'épée et le rempart de la souveraineté étatique ;
- l'État restera le premier espace de la solidarité organisée et la seule réponse pertinente aux besoins d'identités et aux attentes culturelles.

L'après-guerre froide et ses attributs systémiques : polarisation et discontinuités

Les problèmes auxquels sont confrontés les analystes et les *policy-makers*, quant au système international de l'après-guerre froide, tiennent aux caractéristiques structurelles de ce système et aux nouveaux phénomènes de polarisation et de conflictualité. La forme de cette polarisation résulte de la nouvelle distribution mondiale du pouvoir international, et en conséquence

- de la difficile et longue reconstitution du pôle effondré ;
- de la réinsertion dans le jeu international de l'acteur déchu, avec un statut marginal par rapport à ses ambitions ou à ses capacités, soit dans la gouvernabilité collective du système, soit dans sa participation à la gestion des crises.

Au plan des considérations générales, la disparition du duopole de puissance avec ses règles et ses codes de conduite a entraîné une perte de rationalité centrale, non compensée par l'émergence de nouveaux acteurs continentaux ou par des référentiels de légitimation qui demeurent aléatoires.

Ainsi, des acteurs majeurs de l'après-guerre froide devront agir de concert dans la gestion collective de la sécurité, dans l'absence d'un leadership incontesté et d'une structure de loyauté essentielle.

L'absence combinée d'un ennemi déclaré, d'une référence idéologique de mobilisation et d'une idée historique de rechange, imposant cohésion, solidarité et justification, n'offre guère d'alternatives à une *Realpolitik* de retour et à la vieille logique de la puissance.

Au sein d'un système interétatique remodelé, une série de sous-systèmes régionaux, évoluent vers des formes d'intégration à hiérarchie variable :

- le sous-système asiatique, et sa montée en puissance ;
- le sous-système américain, avec ses attermoissements et ses réticences ;
- le sous-système européen, tiraillé entre l'ouverture de l'Union à des accords d'association et à une coopération institutionnelle plus poussée et en quête de ses « limites » géopolitiques ;
- le sous-système russe, ses inconnues et ses zones indécisées, à l'épreuve d'ajustements multiples et de problèmes de décolonisation internes non résolus ;
- le sous-système moyen-oriental, contraint à l'apaisement ou à la dérive ;
- le sous-système nord-africain, déchiré sur son modèle de société.

La fin du caractère central du duopole de puissance, a poussé les analystes à l'identification de conduites, de valeurs et de modèles d'interaction originaux, et on a relevé l'existence de discontinuités entre sous-systèmes régionaux.

À l'intérieur de chaque sous-système ces discontinuités se manifestent, tant en termes d'homogénéité (régimes économiques et politiques, idées historiques, valeurs et doctrines), que d'interdépendance (formes et flux de l'échange, matériel et immatériel).

Ainsi, à partir de l'examen du critère d'homogénéité, Bruce Russett a mis en valeur cinq variables significatives⁶ dans le comportement d'un acteur déviant, ce qui permet de formuler des anticipations sur le type de conduite prévisible ou sur l'analyse des écarts d'intégration.

La nouvelle distribution du pouvoir international

Le critère de l'interdépendance, souvent évoqué, a mis en évidence la nature et l'intensité des jeux entre des aires et des régions éloignées de la planète et a contribué à définir les regroupements ou les alliances politiques qui se nouent, à l'occasion de certains choix et de certaines prises de positions, au sein des organisations internationales, lorsqu'il y a débat ou litige entre un ou plusieurs acteurs majeurs de la scène internationale.

6. – Développement économique

- Communisme
- Dimension
- Culture catholique
- Agriculture intensive

Le critère de la distribution du pouvoir, concentré ou diffus, détermine la stabilité du système et, à travers le jeu de la balance, la morphologie générale de celui-ci et la polarisation de l'ensemble. La structure du système est donc le référent premier et décisif pour toute explication de la politique mondiale.

Le principe ordonnateur de la scène internationale de l'après-guerre froide est lisible dans son organisation, qui est celle d'un pentapolarisme à la « main invisible », influence unipolaire, par l'arbitrage d'un engagement visant à susciter des actions militaires conjointes, ou par le « co-optive soft power », ou par un multilatéralisme autoritaire (selon les termes de l'administration américaine), visant à préserver les formes de coopération à caractère multilatéral, dont la force motrice est l'établissement d'un dialogue entre démocraties et la libéralisation de l'échange de la vie économique internationale dans son ensemble.

En effet, ce référentiel inspire toute sorte de comportement, tant au niveau inter-étatique, qu'au sous-système transnational et subnational. Un système change lorsqu'un principe ordonnateur remplace un autre, ou lorsqu'on assiste à une distribution différente de la puissance, à une « qualité » différente des acteurs en compétition, de leurs élites et de leurs régimes. Les modèles d'interactions régionaux (rivalité, conflits armés, contacts diplomatiques, traditions et système de valeurs) résultent de ce changement.

Dans les périodes de transformation d'un système, à la régularité et à la rationalité de conduite des États, prévisibles dans leurs comportements, qu'il s'agisse d'actions coopératives ou de rapports conflictuels, succède une plus grande marge d'incertitudes. Augmente l'état chaotique du système et avec lui le désordre qui y règne.

Toute référence normative ou prescriptive des conduites, définies en termes de droits et de devoirs, fait place à une instabilité accrue, imposée aux acteurs par le maintien de leur indépendance et de leur intégrité territoriale, ou encore par l'exigence de survie, historique ou culturelle.

La théorie politique pluraliste avec Bentley affirme, sur la base d'une série de considérations empiriques, que lorsqu'il y a augmentation du volume d'interactions, le croisement d'une partie de celles-ci annule les lignes de clivages entre deux ou plusieurs acteurs en compétition.

Ainsi les systèmes multipolaires engendreraient des alliances de signe positif et de courte durée, car les interactions seraient moins intenses et plus superficielles, dictées par une moindre « attention » d'un État essentiel en direction des autres, et, en conclusion, par des enjeux moins conflictuels que ceux qui émergent au sein d'un système bipolaire.

Fragmentation et prospective internationale, renforcement des approches régionales et intégrations théoriques de l'approche étatiste

La fragmentation du système international actuel et la reviviscence du principe d'autodétermination des peuples aboutissent à la valorisation du concept de communauté (*Gemeinschaft*), par opposition à celui de société internationale (*Gesellschaft*). Cette contestation n'échappe pas, d'une part, à la projection des valeurs universalistes dans le processus d'analyse des relations internationales et d'autre part, au travail d'érosion du système, découlant de la découverte de nouvelles formes de fragmentation.

L'étude de la dimension transculturelle dégage un nouvel horizon prospectif, faisant place à d'autres rationalités, géopolitiques et géostratégiques de l'ordre mondial, au sein d'un système international fortement hétérogène, particulariste et peu intégré. Les difficultés de l'analyse théorique s'expliquent en partie, par les tentatives de recherche, indifférentes à la dynamique historique et en partie par l'hétérogénéité culturelle de l'univers fini.

Le paradigme de l'interdépendance, valorisant l'importance des forces transnationales et subnationales, n'a pas tiré parti, malgré la fécondité de sa démarche, de l'importance de la dimension culturelle pour la compréhension du système international de l'âge planétaire. Le processus de globalisation en cours s'accompagne de perspectives de diversification des contenus de la culture et, par conséquent, d'une dialectique aléatoire de l'un et du multiple, du particulier et de l'universel.

Maints exemples nous prouvent l'influence de schémas traditionnels conditionnant les comportements collectifs de certaines ethnies, dans leurs rapports de proximité, d'entente ou de crise avec d'autres groupes.

La nécessité de renforcer l'approche régionale, en matière de relations internationales, nous rappelle le souci de prendre en compte les affinités de parenté, culturelles et spirituelles, et de mettre en valeur la pertinence partielle de visions du monde, spécifiques à chaque région de la planète. Ainsi, depuis les années 70, le courant théorique du paradigme réaliste des relations internationales, a été infirmé par un nombre croissant d'analystes tels A. Inkeles, D. Singer et Mc Clelland, qui se sont interrogés sur l'opportunité de dépasser l'optique étatiste au profit d'une approche globale, tenant compte de l'émergence croissante du « social international ».

Cette approche s'est subdivisée en deux sous-tendances auxquelles se rattachent le structuralisme (les théories sur l'impérialisme et le « world-system analysis ») et les approches « world society ». L'élargissement de cet horizon ne modifie guère toutefois la nature des relations internationales et leur caractéristique, la lutte pour le pouvoir et l'exigence de la sécurité. C'est l'exigence de la sécurité et l'action de contrôle qu'elle demande, de la part du leader de système, qui entraînent l'ascension ou le déclin de l'acteur hégémonique, et donc la dynamique des rapports entre les États.

Ce sont les variables politiques liées à la distribution de la puissance qui influent sur les changements systémiques et la morphologie des pôles. Avec l'effondrement de l'ex-URSS, empire nucléaire et colonial à peine rétréci, et avec les doutes de l'Amérique, république impériale, qui essaie de sortir du chemin, mi-voulu, mi-refusé de l'Empire, auquel la condamnerait son destin, qui lui impose de refaire le monde à son image, se met en place, progressivement mais sûrement, un pentapolarisme souple ou diffus.

Dans cet univers, sans providence et sans génies, où manque un leader incontesté, capable d'imposer un arbitrage planétaire, nous entrons à grands pas dans une phase de mutation, à la fois systémique et hégémonique. La défaite de Carthage n'est pas pour autant le triomphe de Rome

Le système planétaire revisité

L'extension planétaire du champ diplomatique a pris, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la forme d'une homogénéisation apparente des conceptions juridiques, idéologiques et politiques de l'ensemble développé de l'Occident.

Cette extension a concerné les notions de démocratie, de légitimité, de peuple, d'individu et de droits, mais la communauté de vocabulaire qui s'est ainsi forgée a symbolisé une communauté partielle de perspective historique, et représente un contraste, parfois extrême, de situations, de sociétés et d'histoires, qui demeurent, en dessous des signifiants communs, totalement dissemblables et fondamentalement hétérogènes.

Il faut ajouter à ce processus, l'extraordinaire développement des activités économiques et financières et leurs corrélants scientifiques, technologiques et industriels en interaction constante.

Au plan politique, les mutations subies par la société internationale ont été radicales. Césure et fait nucléaires, intériorisation et asymétrie des conflits, affrontements réguliers limités, interdépendance des sous-systèmes ouverts et interactifs, globalisation des enjeux, structures de coopération et compétition en perpétuelle variation, ces mutations ont influencé profondément le champ des relations inter-étatiques, sub-étatiques et transnationales.

La multiplication des acteurs et des flux de communication, afférents aux sources erratiques de décision et d'action, a transformé le modèle de fonctionnement du système international. Ainsi le système international classique, régulier, exclusif, limité en nombre, homogène en doctrines, régimes et valeurs, solidaires des mêmes règles du jeu, bannissant les perturbateurs et les irréguliers, est immergé désormais dans un univers hétérogène de relations globales.

Celui-ci inclut le système inter-étatique, la société mondiale, la transnationalisation et globalisation des économies, sans qu'il existe une architecture ordonnée, un principe supérieur d'organisation, une structure d'agencement ou d'interconnexion entre relations locales et relations planétaires. Le sous-

système homogène d'États-nations, caractérisé par des classes de puissance, des sphères d'influence et des interactions fortes, doit être intégré désormais d'une population d'acteurs, regroupés en sous-systèmes à faible interaction. Au sein de ces ensembles, les turbulences sont démultipliées par des centres de pouvoir anomiques, mais le système inter-étatique garde son caractère de référence pour toute recherche d'équilibres, régionaux ou locaux.

État et prévention des conflits

C'est également à partir des États que peut se définir toute action de prévention des conflits. Tant que le système planétaire sera hiérarchisé à partir de son sous-système majeur, de nature inter-étatique, le système international ne pourra se comprendre qu'à partir des États, de leurs positions, de leurs objectifs, moyens et intérêts et enfin, de leurs cultures, régimes et civilisations.

Cette affirmation demande à être relativisée et nuancée, surtout à partir de l'après-guerre froide non seulement par l'inexistence d'une loi générale des relations internationales, qui prive cet axiome de son caractère péremptoire, mais par l'accroissement des rapports de société à société. D'autres énoncés sont susceptibles cependant d'élargir les cadres d'intelligibilité établis et de les étendre à des champs d'investigation « in progress » et notamment la théorie de l'interdépendance, de la stratégie et autres « middle range theories ».

Si la connaissance de la société internationale et celle de la politique entre États, ont un objet indéfini et imparfait, d'interprétation et de lecture, comment saisir les rapports en système et sous-systèmes, conjonctures régionales et conjoncture planétaire, interdépendances et options de politique étrangère, équilibre de sécurité et stratégie globales et, au niveau des concepts, entre ordre, désordre et complexité ?

La force militaire demeure le fondement de l'ordre international, sans être à tout moment, ni partout décisive. La capacité d'arbitrer et de gérer les conflits, n'est pas directement proportionnelle à la capacité de contraindre. Elle découle de la tradition diplomatique, de la qualité des élites, du sens de la mission, du caractère national, du type de culture, etc.

Or la question demeure : avec quelles valeurs, avec quelles garanties, avec quelles conceptions de l'homme, de la société et de l'histoire, ce déterminant séculaire de la politique internationale influence-t-il les options des acteurs du système, transformant les règles du jeu de la puissance ?

Puissance ou influence

A l'heure des interdépendances et des grandes mutations transnationales, beaucoup d'objectifs assignés autrefois à la force ne peuvent plus être atteints par des voies et moyens purement militaires. Les modes de gestion du système, face à l'émergence de défis planétaires, imposent des formes de concertation de plus en plus poussées et originales, et changent parallèlement

les fonctions et la place de la culture, de la technologie et de la finance dans le processus de globalisation en cours.

Toute conception unilatérale de l'ordre, appuyée autrefois sur la présence d'une unité impériale, serait inapte à garantir aujourd'hui la sécurité et la prospérité nécessaires au contrôle des conflits et des crises. Un éventail de moyens, plus différenciés, doit refléter les nouvelles réalités et un regroupement d'acteurs, plus intégrés, doit assurer la gestion collective de l'environnement.

Dans le cadre de ces nouvelles réalités, la puissance militaire perd de son importance comme facteur exclusif de stabilité, car le système international est affecté désormais par des instabilités protéiformes. Un hiatus sépare la puissance, mesurée autrefois en termes de ressources militaires comme « capacité de faire », de faire faire ou de contraindre, de celle qui se réfère aux capacités de contrôle politique sur les issues d'un engagement ou d'un processus de crise. La puissance est moins la capacité d'imposer ou de contraindre, que celle d'entraîner, de persuader et de convaincre.

Le jeu d'influence, économique et monétaire, vise à neutraliser partiellement les asymétries de la puissance sur la scène internationale et à approfondir la recherche d'intérêts globaux, notamment en matière d'équilibres de sécurité, mieux à même d'assurer l'apaisement des conflits ou la solution négociée des crises.

L'effondrement de vieilles structures politiques et des anciennes communautés d'appartenance, la remise en cause de l'État, l'interconnexion des *decision-making* à travers les frontières nationales et la multinationalisation de questions politiques ou culturelles, jadis purement internes, interdisent aujourd'hui l'utilisation de paradigmes explicatifs uniques et de théories générales à portée universelle.

L'accès aux phénomènes marqués par la dynamique d'un univers hétérogène exige la mobilisation des concepts (anthropologiques, sociologiques, stratégiques et systémiques) différents de ceux qui avaient cours dans les systèmes internationaux classiques et demandent la cohabitation, ne serait-ce que de nature conjecturale, de doctrines et de modèles, en mesure d'ouvrir des perspectives d'intelligibilité originales et globales. Ces modèles doivent enfin permettre de délimiter les problèmes à traiter et subordonner leur solution « à des constatations accessibles à tous et vérifiables par tous » (J. Piaget).

Des systèmes internationaux : systèmes et sous-systèmes

Le premier présupposé de la théorie générale des systèmes est que toute la réalité puisse être interprétée comme un système, et que celle-ci demeure la base de toute autre approche dans l'étude de la société, nationale ou internationale. Le deuxième présupposé consiste à penser qu'il y a des similitudes structurelles, des isomorphismes, dans les principes qui règlent les comporte-

ments de systèmes différents. Ainsi le système international de l'après-guerre froide obéit, dans son fonctionnement, aux mêmes principes qui ont été à la base des systèmes antérieurs, équilibre, stabilité, polarisation, conflictualité, ambiance.

Le champ d'action d'un système peut être défini à partir de l'ensemble des comportements de toutes ses unités, petites ou grandes, individuelles ou collectives. Ainsi nous pouvons définir par « système », un ensemble de relations régulières, coopératives et compétitives, entre acteurs politiques, de taille et d'importance inégales, dont aucun n'est totalement indépendant des autres et tous sont inégalement solidaires des mêmes risques et des mêmes conditions de sécurité.

L'action de chacun est soumise à une distribution donnée du pouvoir (structure) et ceci influence en permanence ses objectifs, calculs et conduites (règles du jeu) et entraîne en retour le contexte d'appartenance ou d'ensemble (processus). Chaque unité partage le sort du tout et tire de cette interdépendance, dissymétrique et globale, l'idée des marges et des limites de son action, la nature des enjeux dans lesquels sont intégrées ses initiatives, et l'importance, différemment acquise, des valeurs d'ordre, gouvernabilité et équilibre. Le système désigne ainsi un modèle abstrait de relations qui a pour objet la complexité, pour critère de cohérence la compétition, pour principe de régulation l'équilibre de sécurité.

La pluralité des acteurs collectifs en compétition implique la prise en compte des particularités, propres aux plus diverses configurations spatiales, les sous-systèmes régionaux, car c'est toujours à l'intérieur d'un certain cadre (domaine d'action ou contexte culturel) que se nouent des relations de parenté, de solidarité ou d'opposition entre les idées et les régimes des acteurs en proximité. Cette multiplicité d'acteurs, doublée de l'inévitable variété des contextes sociologiques, met en évidence le niveau d'homogénéité et d'hétérogénéité, d'où dépend la configuration des rapports, de force et de « sens », assignés à l'équilibre de sécurité.

Le paradigme systémique comme matrice de questionnement

Dans les relations internationales comme dans d'autres domaines, les approches qui valorisent un concept ou un paradigme particulier, espèrent en tirer un schéma explicatif pertinent, au moins sous la forme d'une hypothèse.

Ce choix du paradigme n'est que la désignation de l'objet que l'on cherche à connaître et ce choix est identitaire, au sens où il individualise la théorie jugée pertinente, ou une partie d'entre elle. Le concept choisi dévoile ainsi une matrice de questionnement et il contribue à structurer la forme et le contenu de ce qui fait problème et que l'on prétend interroger. Ce choix est au fond un projet de recherche, qui génère des enjeux, puisqu'il définit une demande autour de laquelle se développe un « sens », et ce sens éclaire tout autant l'activité cognitive que l'issue de l'exercice de connaissance, et, au-delà, une portion du réel.

Dans le cadre du processus de validation (ou d'infirmation) de la théorie, le choix du paradigme initial renvoie à un domaine de validité spatio-temporel et choisir ce paradigme ou proposer ce concept, c'est fixer une problématique, qui va au-delà de l'abstraction et qui prétend atteindre l'ensemble, en sa complexité. Ainsi dans le cas de notre paradigme explicatif, le choix du système reflète la volonté d'atteindre une explication d'ensemble, qui ne se propose guère d'isoler un élément ou de privilégier un comportement et moins encore de suivre le cheminement d'une idée, d'un courant d'idées ou d'une motivation.

Énoncer le concept de système, comme but d'analyse, c'est se poser des questions qui, développées en leurs formulations les plus générales et les plus radicales, permettent de nous livrer des savoirs plus étendus sur le fonctionnement et sur l'organisation étudiés et plus pertinents sur le tout que si l'on s'interrogeait sur des éléments, des fragments ou des aspects de l'ensemble désigné.

L'après-guerre froide : une mutation globale

Si l'on examine les principes d'organisation et les logiques d'action en oeuvre dans le système international de l'après-guerre froide, plusieurs hypothèses sont possibles. L'approche la plus riche en perspective, celle qui éclaire au mieux les dynamiques en cours, est celle qui identifie dans le système actuel une mutation globale. On peut parler de mutation globale ou de mutation systémique, lorsque se renouvellent simultanément le contexte international et le rôle des acteurs d'une part, les tendances profondes et les perspectives d'avenir d'autre part, lorsque changent simultanément les paradigmes acquis et les réalités sous-tendues. Ce renouvellement est tout autant d'ordre intellectuel que de phénoménologie historique et il affecte les instruments de connaissance et les objets d'observation.

Les vieux outils intellectuels deviennent obsolètes, inaptes à explorer, comprendre et orienter et ce constat génère une crise de la connaissance, une véritable crise des fondements, qui déplace l'interrogation sur les amonts des savoirs⁷. Une mutation globale est d'abord d'ordre factuel, et simultanément stratégique, politique et historique et concerne les changements majeurs du monde, en cette fin du xx^e siècle. Ces changements appartiennent à des grandeurs disparates, et ceux-ci se réfèrent à la fois à :

- la distribution des facteurs de puissance, évoluant vers des modes intangibles et des jeux d'influence ;
- l'émergence du facteur culturel et du « social international » ;
- la modification des enjeux de la politique internationale ;
- la recherche de la légitimation politique, qui ne se fait plus, pour l'heure, par la guerre ou par le conflit inter-étatique ;

7. L. POIRIER, *La crise des fondements*, Paris, Économica, 1994.

- le contrôle de l'environnement, interne et transnational, et le relâchement de liens de cohésion et de solidarités entre les collectivités humaines organisées ;
- la naissance de zones régionales intégrées ;
- le rôle du commerce, de la finance et de la technologie, dans le cadre d'une interdépendance globale et comme facteur de régulation de puissance ;
- la crise mondiale d'hégémonie et le changement de décor de la scène internationale, eu égard aux avenir probables ;
- la quête de performances globales et celle d'une stabilité accrue, à l'échelle planétaire.

Théories et représentations

Le besoin de théorie est perpétuellement resurgissant au niveau de la recherche. La théorie des relations internationales traduit en effet simultanément, pour les analystes et les policy-makers, une représentation de la scène internationale et une explication, plus ou moins formalisée de celle-ci. Elle esquisse à grands traits une carte de l'horizon diplomatique. Le champ de la théorie n'apparaît alors qu'une simplification de la réalité, en mesure de dégager la structure des forces et la logique des acteurs. La pluralité des unités politiques et la multiplicité des buts et des sens de la politique internationale infirment toute possibilité d'établir une rationalité univoque, ou de saisir des dynamiques normatives dans les interactions politiques entre joueurs en compétition.

Quels sont, dès lors, les intérêts et les cadres conceptuels, susceptibles de cerner les perspectives que délimitent les relations internationales ? Les théories n'ont pas, pour seul but, de décrire et de comprendre, mais aussi de définir les frontières extrêmes des choix historiques. Elles doivent disposer d'une vue d'ensemble, pour insérer les leçons du passé dans des schémas formels et dégager la part d'inédit émergeant des événements, afin de les fondre en un corps cohérent de doctrines. L'utilisation d'une théorie comporte l'inscription de la délibération d'un acteur dans une conjoncture particulière et la mise en accord de celle-ci avec l'évolution du cadre général de la conjoncture globale.

Régularités et accidents se combinent et s'influencent ainsi réciproquement, et cela demande de rendre homogènes les interprétations théoriques et empiriques afin que soit mieux desservie la définition de la conduite politique, dont l'orientation et la méthode mènent le commerce entre les États. L'objet d'une « grande théorie » des relations internationales demeure la saisie de ce jeu et de ce noeud de la « world politics », de cette interférence multidimensionnelle entre système global et sous-systèmes régionaux. C'est ainsi qu'elle est en mesure d'alimenter le dialogue des schématismes rationnels, inhérents au cadre général, et de l'analyse sociologique, orientée vers les contextes locaux. Une collaboration étroite est donc indispensable entre praxéologie, sociologie, histoire et théorie, pour nourrir l'exigence d'intelligibilité générale d'une période ou d'une situation.

« Grande théorie » et néoréalisme

L'ambition d'une « grande théorie » des relations internationales est d'atteindre la globalité. Elle tend ainsi à privilégier l'analyse systémique, seule approche en mesure de prendre en considération les caractéristiques structurelles des systèmes internationaux (morphologie, hiérarchie, balance, polarisation, intégration, homogénéité). L'adoption de cette perspective, projetée vers l'élaboration de modèles explicatifs de portée générale, tâche de mettre en évidence les régularités et les variables de comportement des acteurs internationaux et revendique ainsi l'universalité des cadres formels retenus (schèmes théoriques).

Cherchant à éclairer l'ensemble des relations internationales, elle ne peut se satisfaire de théories partielles (*Middle Range Theories*), focalisées autour de certaines catégories de phénomènes, mais prétend s'étendre à plusieurs champs d'investigation qui se sont constitués autour de domaines, jadis négligés, que les politiques appellent « régimes », espaces denses en relations institutionnelles, se situant entre les États et les sociétés.

L'hégémonie du réalisme et de la tradition réaliste ne s'est guère estompée par la floraison de ces nombreuses approches aux relations internationales, émiettées en autant de champs, qui avaient été sous-estimées par le réalisme classique, qu'il s'agisse du système des interdépendances ou des relations transnationales, économiques, culturelles ou communicationnelles, jusqu'aux « issues areas », qui remplacent la conception d'un espace « stato-centrique » par celui d'un univers décentré.

Mettant en valeur le rôle que peuvent exercer sur la scène internationale certains facteurs dont on évite de préciser la place et l'importance explicatives, la plupart des paradigmes évoqués affaiblissent, plutôt qu'ils ne renforcent, la compréhension historique, sociologique et psycho-politique de l'univers inter-étatique.

A titre d'exemple, la restriction du jeu des puissances à la toute-puissance de l'économie, ou l'identification des notions d'intérêt national au postulat utilitariste des modèles économétriques (modèles de l'équilibre ou du marché, optimisant la répartition de la puissance entre unités politiques, afin d'éliminer les enjeux des conflits), conduisent à l'effacement du rôle du politique et de celui des États sur la scène internationale. Plus grave, ils ignorent l'essence des relations internationales, la nature de ses enjeux ou celle de ses acteurs, de leurs cultures, de leurs visions et de leurs histoires.

Théorie et particularismes culturels

L'existence de particularismes multiples dans les relations internationales fournit une démonstration de la persistance, à travers les âges, de schèmes mentaux qui influencent les motivations et les conduites de l'action diplomatico-stratégique. La prise de conscience de la part des peuples de leur solidarité commune et de leur appartenance à un même genre, celui de l'humanité, ne va

pas sans conflits ou sans contrastes. Au sein du processus de globalisation de l'histoire humaine, parler d'enjeux limités dans les formes de lutte menées un peu partout dans le monde peut apparaître candide.

La diversité des cultures et des peuples, qui restent les sujets collectifs de l'histoire, appelle à une diversité de perceptions dans l'affrontement entre identités, longtemps reniées et aujourd'hui resurgissantes. Parallèlement au mouvement de mondialisation, de nouveaux facteurs de fragmentation et de désordre accroissent l'hétérogénéité du système et simultanément, les mécanismes de régulation existants, régionaux ou universels, apparaissent inappropriés à gérer ou à maîtriser l'interdépendance de la planète.

Du point de vue prospectif, l'uniformisation de la culture nous montre que le processus de mondialisation a pour corollaire, l'irruption de nouveaux acteurs, l'individu et les minorités, par-delà les États ou les sociétés, revendiquant la reconnaissance de leurs statuts, juridique et politique, dans un horizon temporel amplifié et de ce fait, plus complexe. En même temps, et en réaction à ce mouvement, des cultures fermées, xénophobes, particularistes et locales émergent d'un autre âge, et s'opposent au processus d'universalisation et à celui de sécularisation et de modernisation qui accompagne le premier.

Puisque les idées, traditionnelles ou modernes, et les courants de pensée, idéalistes ou réalistes, constituent l'une des causes qui déterminent le cours de l'histoire, l'univers des convictions et celui des croyances apparaissent comme fondateurs de l'ordre politique, au même titre et avec la même capacité d'entraînement de l'idée historique ou des découvertes de la science. Si le rôle des acteurs et celui des courants transnationaux tendent aujourd'hui à s'accroître, le rôle des États s'en trouve par contre modifié et amoindri. La neutralité de certains États est remise en cause (arc islamique), et la conscience religieuse, distincte ou séparée de la conscience nationale, absente, insuffisante ou inefficace, est remplie par un contenu identitaire, qui revendique tantôt un renouveau au moyen de la tradition, tantôt le rejet de la laïcité, comme séparation radicale du pouvoir et de la foi.

Ailleurs (arc balkanique), la coexistence des diversités ethniques, compromise pour longtemps par des conflits séculaires, cède la place à des sentiments nationalistes exacerbés, conçus comme héritages du « jus sanguinis », plutôt que comme fondements de la citoyenneté politique. Cette conjonction de menaces, déferlant vers de multiples pôles de rupture, se somme à des déficits de toute nature, démocratiques, de croissance ou de liberté. C'est une injure aux droits civiques et politiques, ainsi qu'aux attentes, économiques et sociales, qui fait qu'il n'y a plus un coin de la planète, dans un monde interdépendant, dans lequel l'humanité puisse se considérer hors de danger ou hors de la violence.

Conclusion

Le xx^e siècle, a connu deux grandes guerres totales et, avec le nucléaire, a administré le néant à l'échelle collective, à la fin du deuxième conflit mondial, puis comme prévention au déclenchement d'un troisième. Il a réfléchi plus que tout autre à la problématique de la guerre et de la paix et à l'inconciliabilité entre la morale du combat et celle de l'humanité. Plus que tout autre, il a délégitimé la force et exalté l'utopie, et il a réuni puis dissocié la puissance et le sens, sans commune mesure avec le passé.

Ce même siècle a vu le jour en mettant la guerre hors la loi et en essayant d'abolir la prérogative la plus jalouse des États, la faculté d'utiliser la force et d'être à la fois juge et partie dans les conflits qui déchirent perpétuellement une société « sui generis ». En poussant au paroxysme l'idéologie, il a planifié les moyens du génocide, exaltant tour à tour les vainqueurs, porteurs de la liberté et les vaincus, perpétuellement révoltés au nom de la justice. Aux yeux de l'histoire ou de l'esprit du système, l'après-guerre froide ajuste ses grilles de lecture à un système international métamorphosé, où l'histoire est devenue unique, sans perdre ses traits chaotiques et où tout schéma préétabli devient antinomique vis-à-vis d'un univers où règne la complexité.

Le problème de la sécurité, au-delà des alibis humanitaires, généreux ou cyniques, demeure entier, pas moins dramatique et pas moins permanent dans la vie des nations vouées aux affrontements armés et à la dialectique sans fin des paix turbulentes et des désordres publiques.

Annexe A

Attributs systémiques du système international de l'après-guerre froide

- Pentapolarisme + diffusion nucléaire incomplète.
- Absence d'un leadership incontesté.
- Système anarchique hiérarchisé, lieu de déploiement de défis et d'intérêts globaux.
- Accroissement des relations de société à société, et émergence du « social transnational ».
- Absence de pouvoirs intermédiaires.
- Ambiance chaotique et sécurité horizontale.
- Pluralisme régulateur par la démultiplication de pouvoirs précaires et de centres de décision erratiques.
- Retour de la guerre et de sa représentation au sein d'un univers déstabilisé.
- Réorientation du dilemme de la sécurité vers l'espace subnational et interne.

Référentiels idéologiques

- Pluralisme de « sens » et insuffisance des théories générales à portée universelle, ou de paradigmes explicatifs uniques.
- Visions différenciées du monde, sur lesquelles s'appuient les processus de décision (visions étanches ou ouvertes, eschatologiques ou immanentes).
- Monde de libertés incertaines et à demandes fortes de stabilité.
- Influence des opinions sur les détermination des grandes décisions en matière de stratégie ou de dissuasion.
- Décalage et clash entre cultures, valeurs et civilisations.
- Homogénéisation apparente et communauté de pur vocabulaire des conceptions juridiques, idéologiques et politiques
- Écart grandissant de perspectives historiques.
- Perte de rationalité et d'architecture ordonnées. Divorce entre sens et puissance
- Atténuation de la notion géopolitique de « frontière » et connotation de celle-ci en termes « d'exclusion », de « fracture sociale », de « barrière psychologique » ou « d'intégration culturelle ».
- Transformation de la figure de « l'ennemi », en celle du perturbateur sub-étatique et transnational, ou en l'« autre de l'intérieur ».
- Formes d'intégration à hiérarchie variable.
- Passage d'une loyauté aux structures d'autorité de type étatique à des formes d'allégeance, sub-étatiques et contingentes.

- Modernisation sociétale incomplète et processus de sécularisation partiels.
- Augmentation de l'hétérogénéité et de l'imprévisibilité des conduites et des calculs.
- Crise de l'État et ébranlement des ordres publics.
- Retour à la « Realpolitik ».

Annexe B

Système(s)

	Guerre froide	Après-guerre froide
POLARITÉ (OU POLARISATION) AMBIANCE	Bipolarité Souple États-nations et Communautés politiques	Multipolarité Disparition « provisoire » de la notion « d'ennemi désigné », accompagnée de l'effondrement politique des neutres et des non-alignés. Extension des figures des perturbateurs, exotiques et sub-étatiques.
STABILITÉ	Théorie stratégique <i>deterrence</i>	Attente stratégique. Extension illimitée du TNP mais persistance d'une dissuasion nucléaire minimale, due à l'imprévisibilité de l'histoire Apparition de garanties positives et négatives (par le biais des instances universelles ou régionales).
CONFLICTUALITÉ	Dérivation de la violence à la périphérie et action de contrôle de la part des Grands	Perte de rationalité / Diffusion nucléaire incomplète Interposition et contrôle de la part de l'acteur universel (ONU). Prolifération de conflits de faible et de moyenne intensité. Mode de prévention et de gestion des crises prolongées. Stratégies de maîtrise des armements associées à des mesures de confiance. Affaiblissement des formes de « dissuasion élargie » Instauration de formes de concertations multilatérales sur la sécurité, au sein des divers « Forums régionaux ». Renforcement des moyens de non-prolifération préventive et des options coercitives, en cas d'échec des négociations.
INTÉGRATION OU NON INTÉGRATION	Intégration forte ou intra-blocs	Intégration à géométrie variable (UE / CEI / APEC / ALENA UMA / OUA / MERCOSUR / PACTE ANDIN, etc).
PARTICULARISMES	OBJECTIFS et comportements NATIONAUX ou sub nationaux	Processus de Nation Building / Attentes culturelles et identitaires contre centralisme et universalisme
UNIVERSALISMES	Ambitions ou projets universalistes	comportements sub et trans-nationaux.
ACTEUR UNIVERSEL (ONU)	En sommeil, ou Inactif	ACTIF MAIS IMPUISSANT

Annexe C

Systèmes / Sous-systèmes régionaux		
	(unité)	(différences)
HIÉRARCHISATION AUX DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ANALYSE		
A - RAPPORTS INTER-ÉTATIQUES	ÉTATS NUCLÉAIRES	SUPER-GRANDS
	ÉTATS NON NUCLÉAIRES	GRANDS et MOYENS
B - RAPPORTS TRANS-NATIONAUX émergence du « SOCIAL INTERNATIONAL » (Interaction de Sociétés à Sociétés)		
C - INTERNATIONALISATION, PUIS GLOBALISATION DE L'ÉCHANGE (1985/1990)	Influence sur les rapports inter-étatiques et sur le Decision-Making international	
ÉCOSYSTÈME (1970)	Émergence d'une gestion collective du « village planétaire »	
DUOPOLE (TOUTES LES PANOPLIES BALISTICO-NUCLÉAIRES)		
Appartenance au CLUB NUCLÉAIRE		
Révolte contre la Mondialisation		
Révolte contre la dette ou le monétarisme		
Faculté d'adaptation des États et des sociétés lentes		